

**Syrie - Attaques chimiques -
Réponse de M. Edouard Philippe,
Premier ministre, à une question au
gouvernement à l'Assemblée
nationale**

(Paris, 10 avril 2018)

(Question sur les attaques chimiques en Syrie)

Monsieur le député, une nouvelle fois, le droit international et, au-delà de celui-ci, la simple humanité ont été bafoués en Syrie. Ce n'est pas la première fois. Cette fois encore, le droit international a été bafoué par le régime de Bachar el-Assad, un régime qui est déterminé, décidé à détruire ceux qui lui résistent aux portes de Damas.

Les images auxquelles vous faites référence sont bien entendu insoutenables. Un an presque jour pour jour après un autre massacre à l'arme chimique, deux nouvelles attaques ont en effet été perpétrées dans la Ghouta orientale.

Mesdames, Messieurs les Députés, ce drame confirme que nous nous trouvons face à un système prêt à toutes les transgressions : il s'inscrit dans une stratégie de terreur vis-à-vis des civils. Cette attaque est survenue dans une zone qui, depuis plusieurs semaines, était pilonnée et affamée par le régime, avec l'appui de ses alliés, pour la forcer à se rendre.

L'emploi de l'arme chimique - vous le savez, Monsieur le Député - constitue une transgression fondamentale de l'ordre international, une violation caractérisée du protocole de 1925 et de la convention sur les armes chimiques de 1993 ainsi que de plusieurs résolutions des Nations unies. Or ces attaques ont eu lieu.

Elles ne rendent pas les morts qu'elles ont fait plus regrettables, plus terrifiants que ceux dus à des bombardements dits classiques, mais elles révèlent la capacité et la volonté d'utiliser des armes qui sont au ban de l'ordre international.

Le recours à ces armes n'est pas neutre : il dit des choses sur le régime. Et notre réaction à l'usage de ces armes dira des choses sur ce que nous sommes.

Monsieur le Député, les alliés du régime ont une responsabilité particulière dans ce massacre, comme dans la violation de la trêve prévue par la résolution 2401 du Conseil de sécurité de l'ONU, qui s'impose évidemment à tous.

Face à ces événements d'une extrême gravité, le président de la République l'a dit, la France assume toutes ses responsabilités. Nous avons saisi le Conseil de sécurité de l'ONU, qui s'est réuni hier, pour demander l'arrêt des hostilités, l'instauration d'un cessez-le-feu immédiat en Syrie et la création d'un nouveau mécanisme d'enquête internationale sur ces attaques chimiques. Vous savez en effet qu'un certain nombre d'alliés du régime se sont mobilisés pour faire disparaître le mécanisme d'enquête internationale sur les attaques chimiques qui préexistait.

Nous agissons pour que jamais l'impunité en cas d'emploi d'armes chimiques ne devienne la norme : tel est le sens de l'initiative qui a été lancée au mois de janvier dernier par le ministre de l'Europe et des affaires étrangères pour faciliter l'identification des individus ou des entités collaborant à ces programmes d'armes chimiques.

Mesdames, messieurs les députés, face à l'émotion légitime que suscitent de tels drames, la solution à la crise syrienne est, et restera politique. Je veux le dire clairement : il n'y a pas de diplomatie crédible si de telles atrocités ne donnent pas lieu à une réponse forte, unie et résolue de la communauté internationale./.

(Source : site Internet de l'Assemblée nationale)